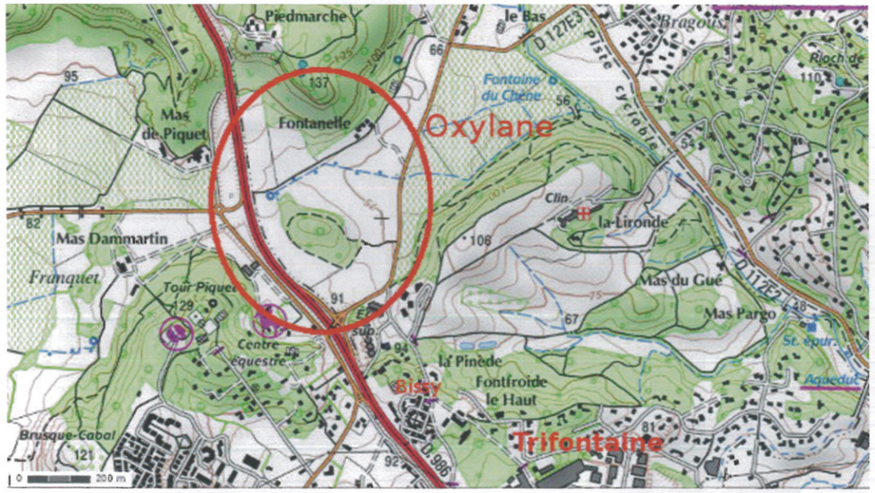
# À FOND LA FORME : OXYLANE, L'IRRÉDUCTIBLE VILLAGE ?




*Texte : Gil Martin*
*Photo : Le Village Oxylane : 24 hectares de loisirs et de commerces au Nord de Montpellier @DR*

**Le 21 mai dernier, ne donnant pas suite aux recours déposés par des associations, la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) a donné un avis favorable à la création, sur un terrain agricole de 24 hectares à Saint-Clément-de-Rivière, au projet de village sportif «Oxylane» porté par Décathlon et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup. De quoi s'interroger sur la politique d'équilibre commercial du territoire. En attendant, José Bové monte au créneau pour dénoncer ce projet, appelant les élus à la révolte...**

Le groupe national Décathlon possède déjà, en France, une dizaine de ces villages multi-activités Oxylane mêlant commerces et activités sportives. Dans la droite ligne, le site montpelliérain proposera de nombreuses enseignes, dont un magasin Décathlon de très grande surface, Truffaut et O'Tera (grande distribution alimentaire), un club de remise en forme, des prestataires de services, des terrains de sport et des espaces de loisirs (accrobranche, escalade) et une ferme pédagogique...

Pour ce village, qui doit voir le jour entre la route de Ganges et la route de Bissy, Décathlon avance la création de 200 emplois, Oxylane s'engageant notamment à travailler, pour les animations et les ateliers ouverts au grand public et aux scolaires, avec les associations sportives du territoire. Mais si le projet est défendu bec et ongles par les élus de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, l'opposition à ce projet est bien réelle.

Philippe Saurel, président de Montpellier Métropole, estimait il y a peu qu'un tel projet, très impactant pour tout le territoire, ne peut pas être décidé par les seuls élus du Pic Saint-Loup sans une franche discussion avec la Métropole... De leur côté, de nombreuses associations, soutenues par José Bové, dénoncent *«un projet inutile et destructeur de terres agricoles»*. Le député européen du Sud-Ouest, membre de la Commission Agriculture du Parlement Européen, apporte son soutien au collectif Oxygène et à l'association SOS-Lez Environnement opposées au projet qui causera, inévitablement, la disparition de terres agricoles : *«Où produirons nous notre alimentation demain si les villes s'étendent toujours et toujours ?»*, questionne-t-il : *«Au delà de la production alimentaire, les terres agricoles rendent des services indispensables à l'environnement : infiltration des eaux de pluie, préservation de la biodiversité, etc... Chaque année, en France, nous perdons entre 40 000 et 90 000 hectares de terres agricoles, l'équivalent d'un département entier tous les 7 ans !»*. Au niveau européen, les chiffres sont pires : 35 millions d'hectares ont disparu au cours de la seule année 2014... José Bové veut stopper cette hémorragie foncière : *«La lutte contre l'artificialisation des terres agricoles est en passe de devenir un combat central en France et sur notre continent. J'appelle les élus locaux à refuser l'implantation d'Oxylane»*.

Pour Gérard Onesta, Vice-Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées et tête de liste EELV aux prochaines élections régionales, l'incompréhension s'ajoute à la négligence : *«Je ne comprends pas la décision de la CNAC qui devrait être garante de l'équilibre commercial sur le territoire... Promouvoir ce type de mégastructure, c'est accentuer la concentration commerciale et donc sacrifier le développement du territoire et des villes périphériques»*. Pragmatique, l'élu vert revient sur la notion *«d'aménagement concerté du territoire»* prônée par Philippe Saurel et la Métropole, mais qui semble être passée à la trappe sur le dossier Oxylane : *«Avec ce village de Décatlhon, on va rajouter des voitures et des bouchons sur les routes de l'agglomération montpelliéraine.... Où est la réflexion sur la transition énergétique en Languedoc-Roussillon ?»*

*Photo : Le projet de Décathlon, en pleine zone agricole, ne fait pas l'unanimité @DR*

**Oxylane : la CCI entre deux feux**

André Deljary, patron de la CCI de Montpellier, apporte son point de vue économique sur la situation, reconnaissant un certain embarras face au «cas» Oxylane : *«La CCI n'a pas encore pris position, et pour cause. Nous sommes partagés. Il est vrai que ce type de projet ne peut pas être décidé sans discussion avec la Métropole, je suis d'accord avec Philippe Saurel»*, explique-t-il : *«Mais ce projet apporte également une bouffée d'oxygène vitale pour le nord de Montpellier. Ce secteur a besoin d'être soutenu et je m'y suis engagé en tant que président de la CCI»*. Dans cette affaire, André Deljarry estime toutefois que la CCI est prête à assurer, si besoin, une médiation...